

L'invité du *Land* : Henri Wehenkel (déli Lénk)

# Et si la France disait Non ?

ET SI VRAIMENT la France disait non, que se passerait-il, que ferons nous ? L'euro ira-t-il à la dérive ? Les valeurs françaises chuteront-elles ? La bourgeoisie s'affolera-t-elle comme en 1981 ? La France sera-t-elle punie ? Lui couperait-on les subventions agricoles ? Airbus sera-t-il boycotté ?

Soyons raisonnables. La maison ne brûle pas. Il n'y a eu que des sondages, une bonne quinzaine en tout, qui ont indiqué une tendance qui s'est confirmée. Tout peut encore changer, par un brusque changement d'opinion, par une soudaine peur des conséquences, par un matraquage publicitaire. Pour le moment, il faut dire que le Non tient bon, qu'il résiste à tous les assauts. La victoire du Non est une hypothèse, mais une hypothèse plausible, de plus en plus plausible.

Bruxelles a, d'ailleurs, tout prévu. Si le Non l'emporte, le plan B entre en action. *Le Figaro* a vendu la mèche dans son édition du 18 avril. Les ratifications continueront d'abord, comme si rien ne s'était passé. Ensu-

ite on proposera ou bien de voter la Constitution sans la partie III ou bien on renoncera à la Constitution et on gardera les innovations contenues dans la Constitution pour les ratifier sous forme de traité et sans vote populaire. Si la construction s'arrêtait à cause d'un oui ou d'un non, l'Europe serait bien mal en point. L'Europe existe depuis bien trop longtemps sans Constitution pour disparaître maintenant. L'Europe est entrée dans les mœurs, elle est entrée dans les faits.

Qui d'ailleurs punirait la France, qui serait cette Europe qui déciderait d'isoler la France ? Des commissaires sans mandat, des fondés sans pouvoir. L'Europe sans la France ce serait quoi ? Les Anglais avec les Danois et les Polonais ? L'Europe ce sont des projets matériels bien réels, des intérêts, des liens et la France se trouve au coeur de ce dispositif. On ne sort pas si facilement de l'Europe, on ne se débarrasse pas si facilement de la France. Il faudra composer avec les réalités.

Si donc le 29 mai la France dit Non, il faut bien se rendre compte que cela signifie quelque chose, à savoir que la France a vraiment dit non, qu'elle a dit Non malgré les sérénades, malgré les intimidations, malgré les ouïs superficiels des appareils politiques, des médias, que c'est la France profonde, la France réelle qui a dit Non, la France ouvrière, paysanne, citoyenne, laïque, syndicale, jacobine, gaulliste. Le mouvement auquel nous assistons provient des entrailles du corps social, il est revanche et revendication sociale en même temps qu'espoir et besoin d'espoir, mai 68 et 1981, commencement et promesse, exception française et signal pour l'Europe.

Si la France dit Non, il y aura bien sûr des cris, des pleurs, des menaces, ne serait-ce que pour intimider les Hollandais qui votent trois jours plus tard et bien sûr les Luxembourgeois et tous les autres Européens qui sont appelés à voter et qui pourraient être tentés de suivre l'exemple français. Ce Non est contagieux. Le Non est

devenu majoritaire chez les Hollandais. Demain samedi, Liège manifeste pour le Non avec son député maire, ses syndicats. À Sarrebruck, Oskar Lafontaine appelle à voter Non.

Le Non français en effet n'est pas un Non purement français. Ce n'est pas un Non réclamant des privilèges pour la France, le Non français est un choix de société, un choix pour toute l'Europe, un Non contre ce qui ne peut plus continuer ainsi en Europe, contre la dérive de l'Europe, contre la désintégration de l'Europe en un marché ouvert et sans limites. C'est un appel pour un modèle européen menacé. Et il faudra bien tenir compte de cet appel.

Que ferons-nous le soir du 29 mai ? « Déli Lénk » invite ses amis au café Chaparro, rue du Soleil, à Weimerskirch pour suivre les événements. Peut-être aurons-nous l'occasion de chanter la Marseillaise, de crier Vive la France. Peut-être dirons-nous : ils ont osé, nous oserons aussi. La France ne sera pas seule.